

CAPACITÉS DE STOCKAGE DES EFFLUENTS D'ÉLEVAGE

J'ai besoin d'augmenter les capacités de stockage des effluents d'élevage de mon exploitation. Je précise, dans la mesure du possible, les éléments suivants :

Atelier 1

- Type et capacités de stockage actuel : _____
- Capacités de stockage à acquérir (à préciser si possible) : _____
- Date prévisionnelle de démarrage des travaux : ___ / ___ / _____
- Durée envisagée des travaux : ___ / ___ / _____

Atelier 2

- Type et capacités de stockage actuel : _____
- Capacités de stockage à acquérir (à préciser si possible) : _____
- Date prévisionnelle de démarrage des travaux : ___ / ___ / _____
- Durée envisagée des travaux : ___ / ___ / _____

Autre(s) atelier(s) : s'il y a plus de 2 ateliers concernés, le(s) décrire(s) sur papier libre en pièce jointe.

Mes capacités de stockage sont proches des capacités requises mais j'ai besoin de vérifier leur conformité par une étude détaillée.

NB : Pour l'estimation des capacités de stockage, vous avez la possibilité d'utiliser le logiciel Pré-DeXel, outil permettant d'estimer les capacités de stockage nécessaires sur l'exploitation.

Ce logiciel est téléchargeable gratuitement sur le site de l'institut de l'Élevage : <https://idele.fr/detail-article/pre-dexel-1>

DÉROGATION AUX PÉRIODES D'INTERDICTION D'ÉPANDAGE

Je souhaite utiliser la dérogation pour l'épandage des fertilisants azotés jusqu'à la date d'achèvement des travaux et au plus tard jusqu'au 31 août 2023:

- du 1^{er} octobre au 1^{er} novembre sur les cultures implantées à l'automne pour les fertilisants de type II
- du 1^{er} septembre au 15 janvier sur les cultures implantées au printemps pour les fertilisants de type I

ENGAGEMENTS ET SIGNATURE

Je soussigné(e) (nom et prénom) : _____

atteste sur l'honneur :

- avoir pouvoir pour représenter le demandeur dans le cadre de la présente formalité ;
- l'exactitude des informations fournies dans le présent formulaire ;
- avoir pris connaissance des sanctions encourues en cas de non-respect des dispositions de la décision en vigueur ;

m'engage à :

- fournir à la DDT(M), le cas échéant, les documents nécessaires à l'instruction de mon dossier ;
- conserver ou fournir tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 années ;
- accepter et faciliter les contrôles ;
- **disposer des capacités de stockage requises avant le 1^{er} septembre 2023, délai fixé dans l'arrêté du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables.**

Fait à _____, le ___ / ___ / _____ (obligatoire)

Signature du demandeur, du gérant en cas de forme sociétaire, de tous les associés pour les GAEC :

MENTIONS LÉGALES

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et en particulier ses articles 39 et 40, s'applique à cette publication et me donne droit d'accès et de rectification pour les données me concernant, en m'adressant à la direction gestionnaire.
L'article 441-6 du code pénal puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende, le fait de fournir sciemment une fausse déclaration ou une déclaration incomplète.

**RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION
NE RIEN INSCRIRE DANS CETTE SECTION**

N° DOSSIER : _____ DATE DE RÉCEPTION : |_|_|/|_|_|/|_|_|_|